

Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT - Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs - N. 1 FÉVRIER 1997 - 13^{ème} année - Nouvelle série - Expédition abonnement groupe postal 3° (50%)

LETTRE AUX INSCRITS

C'est avec plaisir que je m'adresse ici à toi et à famille, au nom du Secrétaire et du Comité directeur du SAVT ainsi qu'à mon personnel, pour vous souhaiter une excellente année 1997. Surtout, gardez l'espoir: grâce au travail de tous les adhérents, nous saurons apporter notre contribution concrète à l'évolution de la société dans laquelle nous vivons.

L'année qui vient de se terminer, nous le savons, a été caractérisée par d'énormes difficultés dont les causes sont multiples et qui ont concerné de près le syndicat; les jeunes, les travailleurs, en un mot, l'ensemble des citoyens. Une part de responsabilité est certainement à imputer aux profonds changements qui, à certains égards, se manifestent partout sur notre planète et qui nous imposent de trouver de nouveaux moyens pour comprendre les phénomènes qui les déterminent.

La complexité de ces phénomènes en complique la compréhension et la solution n'est pas derrière la porte: la confusion augmente, la précarité et l'inquiétude semblent l'emporter sur l'optimisme et sur l'espérance de pouvoir affronter et résoudre les divers problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Le SAVT est conscient de la particularité du moment présent et son action vise à faire renaître la confiance chez les jeunes, les chômeurs et les protagonistes du monde du travail et de la société. Ce qui n'est certainement pas simple. Nous savons fort bien que seulement si nous faisons preuve de détermination, avec la participation et le travail de tous, il nous sera possible de faire face à la pénible conjoncture actuelle.

L'enjeu est considérable et touche aux valeurs fondamentales qui sont à l'origine du SAVT et qui constituent son identité: la démocratie, en tant que fondement de la vie sociale, le progrès, l'emploi, la défense du pouvoir d'achat des salaires, la santé publique, l'émancipation culturelle, économique et politique de la communauté valdôtaine.

C'est avec ce bagage idéal que le SAVT a traité, au fil des années, de nombreuses questions. Et c'est par le chemin des négociations sérieuses et constructives que nous avons pu parvenir, en 1996 aussi, à certains résultats. Pensons, par exemple à la situation de la Conner, qui a trouvé une solution dans l'arrivée d'une nouvelle activité productive, ou bien à la réforme de l'administration régionale visant à améliorer l'efficacité du service public et à insituer, en perspective, le statut unique des collectivités locales.

Pour ce qui est de l'emploi, il existe certainement des problèmes pour les jeunes et pour toutes les personnes qui ont été privées de l'emploi. Néan-

moins, nous croyons que, dans l'ensemble, nous avons su gérer assez bien une conjoncture dont les retombées négatives sont sans doute plus pénibles ailleurs. C'est aussi pour cette raison que nous estimons qu'il soit raisonnable de ne pas abandonner, en 1997, la méthode des négociations, une méthode qui s'est révélée productive et utile afin de résoudre les problèmes et de faire progresser la communauté valdôtaine d'une manière harmonieuse.

Il y a d'autres possibilités d'encourager ce progrès, grâce notamment à l'autonomie de notre Région, une ressource que nous devons défendre contre l'instrumentalisation dont elle est si souvent la cible.

De nos jours, on parle beaucoup d'Europe: c'est à nous, surtout, de choisir afin que l'Europe qui viendra sache aller au-delà des capitaux et des marchés, vers le social et vers toutes les particularités et les différences qui ne peuvent coexister que dans un grand projet autonomiste et fédéraliste.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas négliger l'inquiétante situation de l'Italie ni les importantes retombées qu'elle produit sur notre communauté, bien que nos pouvoirs d'autogouvernement nous mettent quelque peu à l'abri. La crise économique, la dette publique, le retard de l'ensemble du pays, les réformes manquées, voilà autant de problèmes complexes que l'on peut aborder convenablement dans un climat où la tranquillité et la stabilité politique font défaut, et où aucun changement ne s'annonce, susceptible de marquer un tournant décisif. C'est justement de ce fait qu'il faut que le syndicat recouvre ses énergies afin de continuer dans son action pour que l'assainissement de l'économie ne pèse pas sur une partie seulement de la population et pour qu'une phase de prospérité puisse commencer.

L'objectif principal du SAVT pour 1997 est sans aucun doute le Congrès confédéral. Il s'agit d'un moment important de la vie de notre organisation puisqu'il permet, à la fois, une vérification démocratique des résultats obtenus, le renouvellement des charges et la définition des orientations pour l'avenir. Il nous faut un effort extraordinaire de la part de tous les adhérents, de l'enthousiasme, de la participation et des idées, afin que ce congrès puisse rendre le SAVT plus solide, en bonne santé, capable de faire face aux épreuves difficiles que cette fin de millénaire nous propose. En te renouvelant mes vœux de bonne année, je tiens à te remercier d'ores et déjà de la collaboration que tu voudras bien apporter afin que le SAVT devienne plus vif, plus fort et, donc, plus indispensable que jamais.

Impegno e responsabilità

Viviamo tempi non facili. Il 1997 sarà ancora un anno, nel quale i problemi non mancheranno. Alcuni di questi sono già noti, ma se ne intravedono altri. L'azione del sindacato dovrà tendere a ridare fiducia ai lavoratori, a chiedere loro una maggiore partecipazione, questo per rafforzare il nostro ruolo nella società.

Solamente con un sindacato forte, capace e determinato, sarà possibile governare questa complicata fase, che ha connessioni oramai internazionali. Fra le tante questioni sul tappeto vi sono due priorità che vanno da subito prese in considerazione.

La prima è rappresentata dal-

la necessità di contribuire al risanamento del paese, in quanto i conti pubblici lo sappiamo, non tornano ancora. Riguardo a ciò sottolineiamo quanto particolarmente pesante sia il peso sulle spalle dei contribuenti in maniera particolare per coloro che lavorano a reddito fisso.

La recente legge finanziaria approvata dal parlamento, pare non sia sufficiente a rispettare gli obiettivi posti dal governo. Infatti è previsto uno sfondamento del deficit annuale. Quante risorse aggiuntive saranno necessarie non è ancora possibile saperlo. E' certo che una nuova manovra, verrà messa in cantiere proba-

bilmente nei prossimi mesi. E qui si dovrà, ancora una volta, fare battaglie. Infatti da molto tempo ormai è partita la campagna contro lo stato sociale. la ricetta che viene proposta è di «tagliare» ancora le pensioni e la sanità. Il sindacato a questo gioco non può starci. Se la manovra aggiuntiva va fatta, dovrà essere incentrata sulle riduzioni di spesa, e non a scapito delle pensioni, della sanità e degli investimenti al sistema produttivo. Continua poi a porsi la necessità di una politica più robusta nei confronti della evasione ed elusione fiscale.

Continua a pagina 4

ÉCOLE

Le projet de réforme

On ne fait ici que des considérations tout à fait générales puisqu'il ne s'agit pour le moment que d'un projet.

On estime positif le fait que la proposition soit finalement présentée et soumise à l'attention et à l'examen de toutes les composantes sociales, politiques, économiques du pays.

Cela devrait déclencher une profonde analyse avant d'arriver au dessin de loi, une analyse qui mette enfin l'École au centre de l'intérêt.

Dans le projet, la réforme embrasse toute la scolarité de 3 à 18 ans et prévoit une réorganisation des ordres et des degrés. La scolarité devient obligatoire

de 5 à 15 ans et se prolonge donc de 2 ans, 1 vers le bas et 1 vers le haut.

Ce choix, à une première analyse, peut être approuvé; au Val d'Aoste on enregistre déjà d'ailleurs une forte fréquence des petits à la maternelle, mais cela pourrait donner une plus grande importance et dignité à l'École de l'enfance.

L'École élémentaire et la secondaire de 1^{er} degré formeront un tronc unique de 6 ans appelé «école de base». Les 6 années sont conçues comme des tranches biennales dont les deux premières seront dédiées à une alphabétisation culturelle et à une première approche aux

techniques de l'informatique. La dernière tranche sera d'approfondissement et perfectionnement des savoirs.

Après ça on passe à un secondaire d'une durée de six ans.

Les premières trois années de 12 à 15 ans, obligatoires, seront d'«orientation» et devraient permettre à l'élève de faire des choix et donc d'avoir une structure assez flexible offrant un panorama très diversifié des savoirs, des connaissances et des savoir-faire.

La deuxième tranche du secondaire, de 15 à 18 ans, non obli-

Suite à la page 4
Renata Perron

Dichiarazione dei redditi per il 1996 Modelli 730/97 e 740/97

Verso la fine di febbraio 1997 il SAVT organizzerà attraverso il CAAF (Centro di Assistenza Fiscale) la compilazione dei Modelli per la dichiarazione dei redditi percepiti nel 1996. Come tutti gli anni le scadenze per la compilazione dei modelli sono diverse:

a) per il Mod. 730: dall'ultima settimana di Febbraio alla fine di Aprile 97

b) per il Mod. 740: nel mese di Maggio 97

c) per il modello ICI: nel mese di Giugno 97

è utile ricordare che per la compilazione e l'elaborazione dei dati dei vari modelli occorre un impegno non indiffer-

ente da parte delle strutture del sindacato.

E' necessario inoltre che gli interessati che si rivolgono al nostro CAAF preparino tutti i dati indispensabili per la corretta elaborazione, questo per facilitare la compilazione dei vari modelli.

Pertanto invitiamo vivamente gli interessati a leggere attentamente le istruzioni riportate sul Réveil Social.

Riteniamo inoltre importante che ogni contribuente debba essere informato dettagliatamente delle imposte che deve pagare. E' quindi indispensabile che al di là di delegare agli uffici del sindacato e del CAAF il compito dell'elabo-

razione dei modelli del 730/740 ICI, tutti controllino scrupolosamente i dati catastali in proprio possesso (mod. 101, 201 reddito catastale dei fabbricati e terreni, ricevute per gli oneri deducibili, ricevute del versamento delle imposte, ecc.) tutto ciò per non incorrere a multe e a sanzioni, magari dovute a disattenzione e allo smarrimento di qualche documento. Infine ricordiamo di conservare le copie delle dichiarazioni 730/740/ICI con tutte le ricevute e documentazione necessaria per almeno 10 anni.

ALTRE INFORMAZIONI
NELLE PAGINE INTERNE

Dichiarazione dei redditi a cura di Claudio Apparenza

Dichiarazioni dei redditi Mod. 730

È stato approvato il Mod. 730/96 relativo alla dichiarazione unica agli effetti dell'imposta sul reddito sulle persone fisiche da presentare nel 1997, da parte dei lavoratori dipendenti e pensionati che intendono avvalersi dell'assistenza fiscale dei CAAF. Pur non essendovi novità di rilievo rispetto all'anno scorso forniamo, in questo numero del Réveil, un ampio riassunto ad uso dei contribuenti che desiderano avvalersi dell'assistenza fiscale del CAAF SAVT.

Che cos'è il Mod. 730. Il Mod. 730 consente al contribuente di presentare la propria dichiarazione dei redditi in modo analogo alla presentazione del Mod. 740, ma comporta dei vantaggi che possono essere così riassunti:

- nessuna necessità di invio del Mod. 730 allo Stato. Di questo si occupa il CAAF;
- nessuna necessità di ef-

fettuare i pagamenti dei saldi e degli acconti, le somme dovute vengono prelevate direttamente sulla busta paga o sulla pensione, alle scadenze date, su segnalazione del CAAF che libera il contribuente da ogni responsabilità per gli eventuali versamenti a saldo ed in acconto;

- rimborso, direttamente in busta paga, o sulla pensione, degli eventuali crediti nel mese successivo alla chiusura dell'elaborazione dei dati da parte del CAAF;

Come comportarsi con il Mod. 730

Possono fare i Mod. 730 i lavoratori dipendenti ed i pensionati i quali possono scegliere di ricorrere all'assistenza del proprio datore di lavoro (solo per le aziende tenute per legge a prestare detta assistenza) o all'ente pensionistico di appartenenza, oppure ricorrere direttamente ad un

CAAF.

I contribuenti che si rivolgono al CAAF (solo lavoratori dipendenti e/o pensionati) possono scegliere tra due opzioni:

1 - venire in una delle nostre sedi con la dichiarazione dell'anno precedente e con tutti i documenti necessari alla compilazione del Mod. 730 (dei quali forniamo l'elenco a parte) e farsi assistere dai nostri addetti nella compilazione del Mod. 730. In questo caso tale servizio (la cui istituzione è facoltativa e non prescritta dalla legge) viene fornito dal SAVT con la richiesta di un contributo, in aggiunta alla quota tessera. Il SAVT tutela i contribuenti che ricorrono al servizio di assistenza per gli eventuali errori di compilazione della dichiarazione. Sono esclusi da tale garanzia, coperta da apposita polizza assicurativa, gli errori derivanti da comunicazioni inesatte e/o infedeli fornite dal

contribuente.

In seguito il Mod. 730/96 verrà elaborato dal nostro Centro ed avviato all'amministrazione finanziaria dello Stato e, per la parte che lo riguarda, al datore di lavoro o all'ente pensionistico di appartenenza.

2. Consegnare al CAAF SAVT il Mod. 730/96 firmato e compilato in ogni sua parte: anagrafica, quadri relativi ai redditi di terreni e fabbricati (se posseduti dal contribuente), a

quelli relativi ai redditi da lavoro dipendente (o pensione) agli eventuali oneri deducibili. Contestualmente deve essere consegnata al CAAF la busta, chiusa, relativa alla destinazione dell'8 per mille dell'IRPEF.

In questo caso ai contribuenti che si rivolgono al CAAF non viene richiesto alcun contributo.

Il contribuente è responsabile dagli eventuali errori, derivanti da errata compi-

lazione o da dichiarazioni inesatte e/o infedeli, le eventuali sanzioni derivanti dovranno essere coperte dallo stesso.

Il CAAF è direttamente responsabile dell'inoltro della dichiarazione all'amministrazione finanziaria dello Stato, delle comunicazioni fornite al datore di lavoro (o all'ente pensionistico) riguardante l'entità delle somme da trattenere o da rimborsare sulla busta del contribuente.

Mod. 730 - Mod. 740 oneri deducibili

I lavoratori dipendenti e/o pensionati che presentano dichiarazione dei redditi possono detrarre dalla stessa gli oneri deducibili previsti dalla legge.

Nel caso di ricorso al Mod. 730 la documentazione relativa agli oneri deve essere conservata dal contribuente per 5 anni e prodotta, in caso di richiesta da parte dell'amministrazione finanziaria dello Stato.

Chi si rivolge al servizio di assistenza del SAVT deve provvedere a produrre copia documentale delle spese sostenute per i diversi oneri da detrarre.

Gli oneri deducibili si suddividono in due fasce:

- 1 - oneri deducibili al 22%
- 2 - oneri deducibili dal reddito complessivo

ONERI DEDUCIBILI AL 22%

spese mediche

Rientrano tra gli oneri deducibili al 22%:

- le spese mediche
 - * riferite a prestazioni chirurgiche;
 - * spese sostenute per analisi, radioscopie, ricerche e applicazioni
 - * per affitto o acquisto di protesi sanitarie
- per i mezzi necessari alla deambulazione, alla locomozione ecc.
- altri e diversi casi sono contemplati alla voce «appendice» del manuale di compilazione del Mod. 730.

A partire dalla dichiarazione per i redditi 1996 è stata applicata sul totale delle spese mediche una franchigia di lire 250.000, pertanto, potrà essere detratto solamente l'importo eccedente tale cifra.

ATTENZIONE

se nel corso dell'anno di imposta (1996) si sono ricevuti dei rimborsi da enti o fondi previdenziali o assistenziali, pubblici e privati, le somme relative ai rimborsi vanno sottratte all'ammontare totale degli oneri deducibili riferito alle spese mediche.

Sono deducibili le spese mediche sostenute all'estero per le voci e le casistiche contemplate alla voce «appendice» del manuale di compilazione del Mod. 730. Bisogna in tal caso produrre la fattura delle spese sostenute ed il valore del cambio della valuta al momento dell'emissione della fattura.

ALTRI ONERI DEDUCIBILI

- spese funebri;
 - tasse scolastiche;
 - assicurazioni vita e infortunio;
 - contributi obbligatori e volontari;
 - versamenti a favore di Associazioni umanitarie riconosciute.
- INTERESSI PASSIVI PER ACQUISTO ABITAZIONE PRINCIPALE.**
- Rientrano sempre negli oneri deducibili al 22%
- gli interessi passivi paga-

ti nel 1996 su mutui ipotecari per l'acquisto di immobili da adibire ad abitazione principale fino ad un massimo di 7.000.000 per i contratti stipulati a partire dal 1 gennaio 1993 se l'abitazione è adibita a dimora principale entro l'8 giugno 1994. In caso di contitolarità di mutuo la somma ammessa in detrazione va suddivisa per il numero di contitolari del mutuo.

Per i mutui contratti prima del 1993 è ammessa l'elevazione a 7 milioni di detrazione a condizione che l'unità immobiliare sia stata adibita ad abitazione principale entro l'8 dicembre 1993. La detrazione spetta ad ogni intestatario fino alla somma massima di 7 milioni.

- gli interessi passivi pagati, per un importo non superiore a 4 milioni, per ciascun intestatario del mutuo, per acquisto di immobili diversi da quelli utilizzati come abitazione principale e stipulati anteriormente al 1993.

ATTENZIONE

1 - La detrazione per prestiti e mutui agrari si calcola su un importo non superiore a quello dei redditi dei terreni dichiarati.

2 - In caso di mutuo intestato ad entrambi i coniugi ognuno può usufruire della detrazione per la sua quota di interessi. Non è possibile imputarsi la quota dell'altro anche se fiscalmente a carico.

ORARI E SEDI

PER LA COMPILAZIONE E LA CONSEGNA DELLE DICHIARAZIONI DEI REDDITI MOD. 730/97

Nel corso del 1997 le sedi SAVT e gli orari a disposizione dei contribuenti per il servizio di assistenza per le dichiarazioni dei redditi Mod. 730/97, (gli orari per la compilazione del Mod. 740/97 verranno comunicati successivamente), saranno quelli indicati nella seguente tabella:

AOSTA da lunedì 24 febbraio a lunedì 28 aprile (esclusi sabato e domenica)	dalle h 09.00 alle h 12.00 dalle h 14.30 alle 18.00
COGNE venerdì 07 marzo venerdì 21 marzo venerdì 11 aprile	dalle h 9.00 alle h 12.00
MORGEX giovedì 06 marzo giovedì 20 marzo giovedì 10 aprile	dalle h 9.00 alle h 12.00
PONT SAINT MARTIN dal 24 febbraio al 26 aprile tutti i lunedì tutti i mercoledì e venerdì	dalle ore 14.30 alle ore 18.00 dalle h 8.30 continuato fino h 16.00
VERRES dal 24 febbraio al 28 aprile tutti i lunedì	dalle h. 9.00 alle h. 12.00 dalle h. 14.00 alle ore 18. dalle h. 8.30 continuato fino h 16.00 dalle h. 9.00 alle h. 12.00 dalle h. 9.00 alle h. 12.00
tutti i martedì tutti i giovedì tutti i venerdì	
CHATILLON tutti i lunedì e giovedì	dalle h 9.00 alle h 12.00
HONE tutti i giovedì	dalle h. 9.00 alle h. 10.00

Dichiarazione dei redditi a cura di Claudio Apparenza

CAAF / S.A.V.T.

Documenti da produrre per la compilazione del Mod. 730/97 o successivamente Mod. 740/97

Il nostro servizio di assistenza fiscale viene rivolto a tutti i lavoratori e pensionati offrendo il vantaggio per chi fa il 730 di ricevere immediatamente i rimborsi o di pagare le imposte direttamente in busta paga o sulla pensione.

Per la compilazione dei Mod. 730/97, 740/97 sono necessari i seguenti documenti:

- 1) tessera iscrizione al sindacato;
- 2) dichiarazione anno precedente Mod. 730 o 740;
- 3) dati anagrafici propri, del coniuge e dei familiari a carico, con i relativi codici fiscali;
- 4) Mod. 101/201 rilasciati al datore di lavoro e/o all'ente pensionistico;
- 5) eventuali altri redditi diversi percepiti nell'anno 1996;
- 6) collaborazioni, gettoni di presenza, borse di studio,

indennità di disoccupazione, di mobilità e CIG, eventuali oneri rimborsati per prestazioni sanitarie, ecc.

f) tutti i dati catastali (categoria, foglio, numero, sub, rendite catastali, utilizzo, quote e periodo di possesso, eventuale canone d'affitto percepito) dei fabbricati da inserire nella dichiarazione dei redditi. Tali dati se presenti nella dichiarazione dell'anno precedente e non soggetti a variazioni saranno verificati con l'operatore del nostro servizio di assistenza fiscale al momento dell'elaborazione del Mod. 730/97.

- Tutti i dati catastali dei terreni di proprietà. Per i terreni che sono stati oggetto di successione bisogna provvedere a fornire un elenco già predisposto estratto dagli atti notarili ed aggiornato ai valori del terreno (RD e RA).

Se già presenti e non sog-

getti a variazioni vale lo stesso discorso dei fabbricati.

Eventuale valore venale per i terreni edificabili per il successivo calcolo dell'ICI.

g) - Le ricevute dei versamenti degli acconti IRPEF, eventualmente pagati a giugno e novembre del 1996, nonché i versamenti effettuati a titolo di saldo della TASSA DELLA SALUTE.

h) I codici fiscali dei familiari a carico e del coniuge.

I contribuenti devono inoltre, essere in grado di specificare se e quali familiari sono a carico.

Si ricorda che possono essere considerati a carico i familiari che nel corso dell'anno 1996 hanno posseduto redditi per un ammontare non superiore a 5.500.000 lire.

Rientrano nei familiari a carico:

a) il coniuge non legalmente ed effettivamente separato;

b) i figli minori di età o permanentemente inabili al lavoro;

c) i figli di età non superiore ai 26 anni dediti agli studi o i figli maggiorenni, conviventi con il contribuente con redditi non superiori a lire 5.500.000.

i) Tutti i documenti relativi agli oneri deducibili. Consultare a questo riguardo la sezione riguardante gli oneri deducibili.

Chi NON è tenuto a presentare la dichiarazione dei redditi

Non sono tenuti a presentare la dichiarazione dei redditi i contribuenti che possiedono:

1- solo reddito da lavoro dipendente corrisposto da un unico datore di lavoro;

2- solo redditi di lavoro dipendente corrisposti da più datori di lavoro per un ammontare complessivo non superiore a lire 8.700.000 se le detrazioni spettano per tutto l'anno.

3- solo redditi di lavoro dipendente corrisposti da più datori di lavoro a dipendenti che hanno chiesto a ciascuno dei successivi datori di lavoro di tenere conto dei redditi erogati durante il precedente rapporto.

4- solo reddito da lavoro dipendente (o pensione) corrisposto da un unico datore di lavoro e reddito di fabbricati derivante esclusivamente dall'abitazione principale e sue pertinenze (garage, cantina) non superi un reddito complessivo di lire 1.000.000 rapportato all'intero anno per l'intera quota di possesso. In caso di comproprietà l'ammontare di lire 1.000.000 viene rapportato alla quota di possesso (es: abitazione 50% lire 500.000).

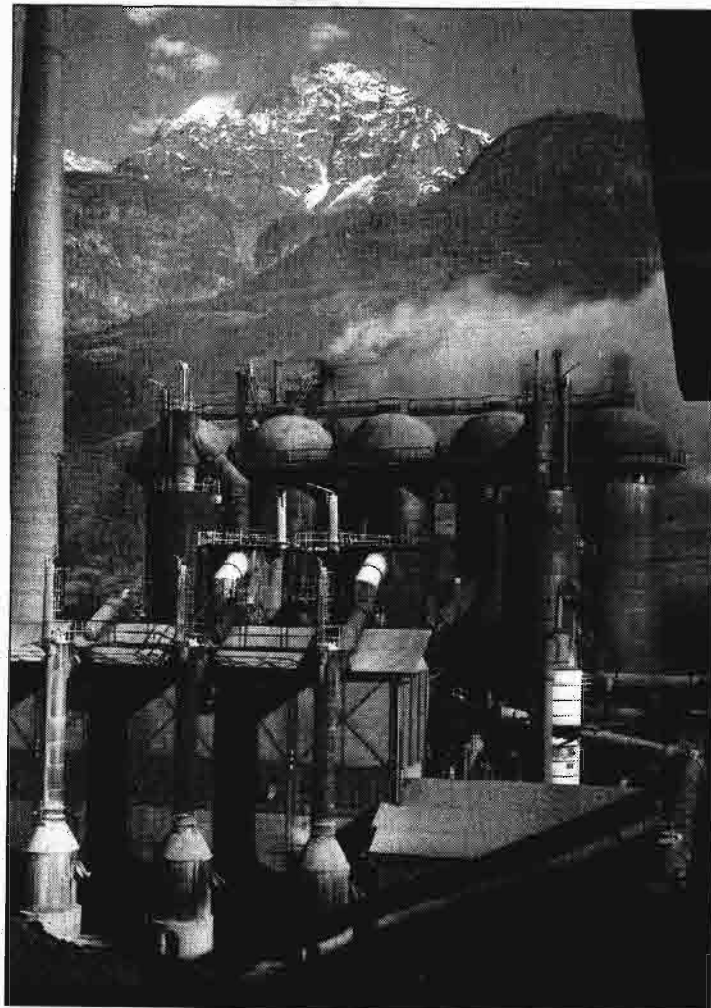
5- solo reddito dei fabbricati derivante esclusivamente dal possesso dell'abitazione prin-

cipale e pertinenze per la somma complessiva di lire 1.000.000. Tale limite va rapportato al periodo ed alla quota di possesso.

6- solo redditi dei terreni e/o fabbricati per un importo complessivo di lire 360.000 al lordo della deduzione al

netto della deduzione fino ad 1.000.000 per la prima casa e le pertinenze.

N.B. Vi sono, inoltre, altri casi particolari per i quali non si è tenuti a presentare la dichiarazione dei redditi che potranno essere illustrati dai nostri operatori presso le varie sedi del SAVT.



Iscritti SAVT

Assicurazione Infortuni

Si ricorda che il SAVT ha stipulato una polizza assicurativa contro gli infortuni per tutti gli iscritti, con la compagnia UNIPOL.

CONDIZIONI:

- Indennità giornaliera, in caso di ricovero ospedaliero per infortunio, di lire 50.000 al giorno per un massimo di 30 giorni con esclusione dei primi 5 giorni di degenza ospedaliera.

MODALITÀ DI DENUNCIA IN CASO DI RICOVERO PER INFORTUNIO:

- In caso di ricovero per infortunio gli interessati dovranno rivolgersi alle competenti sedi territoriali del SAVT, entro 15 giorni dalla data di dimissioni dall'ospedale, muniti di:

- a) tessera SAVT
- b) copia della cartellina clinica.

I nostri funzionari provvederanno ad inoltrare la pratica alla compagnia di assicurazione.



Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains.

Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes;
- la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

LE REVEIL SOCIAL

MENSUEL
Organe de presse du SAVT

Rédaction

S.A.V.T. - 2, Pl. Manzetti
Tél. 0165-238384 / 238394 / 235383
Aut. Tribunal d'Aoste n. 15 du 9/12/1982

Imprimerie

"ARTI GRAFICHE DUC"
73, Av. Btg. d'Aoste - 11100 Aoste
Tél. 0165/236888 Fax 236713

Directeur responsable
David MORTARA

Rédacteur
Ennio PASTORET

Riassetto organizzativo dell'ENEL

Il 20 gennaio 97, a Roma, il Presidente della Giunta Regionale Dino Viérin assieme all'Assessore Mafrica ed ai Parlamentari Valdostani Caveri e Dondeynaz ha incontrato l'Amministratore delegato dell'ENEL Tatò. Un clima cordiale e collaborativo ha fatto da

sfondo all'incontro tra il Presidente della Giunta Dino Viérin e l'Amministratore delegato dell'ENEL Franco Tatò, svoltosi nella mattinata di lunedì 20 gennaio, a Roma, allo scopo di esaminare le diverse questioni che interessano i rapporti tra l'azienda e la Re-

gione Valle d'Aosta.

Assieme all'Assessore all'Industria Demetrio Mafrica ed ai parlamentari valdostani Luciano Caveri e Guido Dondeynaz, il Presidente Viérin, per oltre un'ora, ha discusso con i massimi dirigenti dell'ENEL - oltre all'amministratore delegato Tatò, erano presenti il direttore generale Claudio Poggi ed il responsabile della distribuzione Claudio Barberino - le problematiche ritenute di maggiore attualità, ad esclusione di quella concernente il regime delle acque che sarà l'oggetto di un approfondimento politico con il Governo.

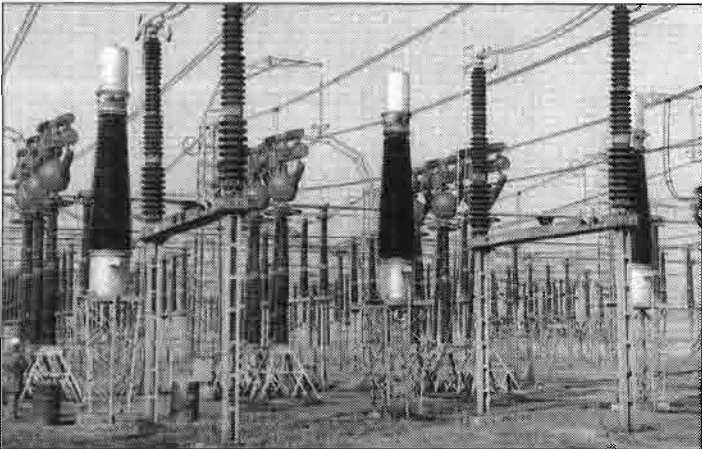
In primo luogo è stata affrontata la questione legata all'utilizzazione della capacità energetica regionale,

con particolare riferimento al ruolo dei consorzi pubblici e privati, sia per quanto attiene agli aspetti produttivi che per la parte relativa all'acquisto ed al trasporto dell'energia elettrica da parte dell'ENEL.

Sono stati poi discussi gli aspetti riguardanti la riorganizzazione territoriale dell'azienda e le relative implicazioni occupazionali ed operative. Al riguardo, i responsabili dell'ENEL hanno formulato delle specifiche assicurazioni per la valorizzazione della funzione delle strutture esistenti in Valle d'Aosta.

Infine è stata esaminata la possibilità di instaurare un rapporto di collaborazione più stabile, attraverso l'apertura di un tavolo tecnico di discussione che sarà incaricato di ulteriormente approfondire e di trovare una soluzione ai temi specifici legati ai rapporti tra l'ENEL e la Regione.

Fassin Attilio



Gita a Ferrara nei giorni 22-23 febbraio 1997

Il SAVT/RETRAITES in collaborazione con la 100 VIAGGI organizza per i giorni 22 e 23 febbraio c.a. una gita a FERRAZZA e CENTO (in occasione del Carnevale).

La partenza avverrà alle ore 6,00 da Piazza Manzetti (davanti alla Sede SAVT) con fermate lungo la Valle sino a Pont-Saint-Martin (essendoci l'autobus a due piani, le fermate saranno fatte esclusivamente alle fermate SAVDA di linea).

Il rientro ad Aosta avverrà nella serata di domenica 23.

Le quote individuali di partecipazione sono le seguenti:

- Iscritti SAVT Lire 220.000
- Non iscritti Lire 240.000
- Supplemento Lire 10.000

La quota comprende:

- Viaggio andata/ritorno in autobus G.T.
- Pranzo in ristorante a Ferrara.
- Due guide per le visite alle città di Ferrara e Cento.
- Pensione completa in Hôtel.
- Acqua e vino ai pasti.
- Biglietto di ingresso al Carnevale di Cento.

La quota non comprende:

- Gli ingressi ai Palazzi ed ai Musei, mance, facchinaggio ed extra in genere, tutto quanto non menzionato ne «la quota comprende».

I posti disponibili sono 75.

Le prenotazioni si riceveranno sino alle ore 18,00 del giorno 14 febbraio, o chiederanno comunque tassativamente al raggiungimento del numero massimo suindicato.

Per ragioni organizzative, la quota individuale di

partecipazione deve essere versata interamente all'atto della prenotazione.

Si fa presente che, in caso di rinuncia, se non sarà possibile la sostituzione, non verrà restituito il costo del biglietto di ingresso alla sfilata del carnevale.

Le prenotazioni si ricevono presso:

- Sede SAVT - Piazza Manzetti, 2 - Aosta - Tel. 0165/238384
- Tutte le Sedi SAVT.
- Sig. Zublena Rinaldo - Via A. Crétier, 13 - Verrès - Tél. 0125/92427.

Impegno e responsabilità

Continua da pagina 1

Il sindacato non può accettare ad esempio che la verifica prevista nel 98 sulla legge sulle pensioni inizi già da subito, come vorrebbe la Confindustria.

Semmai il vero tema, sul quale si deve discutere, è quello di analizzare lo stato sociale nel suo insieme, solo allora ci saranno gli elementi per assumere delle decisioni. Sapendo fin d'ora che l'Italia spende di meno per il sociale rispetto agli altri paesi europei.

Il Sindacato ancora una volta non si sottrarrà al compito della responsabilità e del contributo alla risoluzione dei problemi.

La seconda emergenza, che è legata strettamente al contesto negativo di carattere generale e quella del lavoro e della disoccupazione. Su questi temi vi sono da parte del Governo dei ritardi, delle manchevolezze, delle sottovalutazioni del fenomeno.

A quattro mesi di distanza dalla firma sul patto per il lavoro, pochi e insufficienti sono stati i provvedimenti adottati, tra questi segnaliamo positivamente gli aiuti al settore dell'auto, che sono condivisibili, ma sono episodici e non inseriti in un più ampio progetto di rilancio dell'economia e dello sviluppo. Bisogna avere chiaro che senza lo sviluppo non c'è lavoro e senza

lavoro non si supera questa difficile fase.

Ad esempio sarebbe curioso sapere che fine ha fatto la conferenza sulla occupazione più volte annunciata ma mai realizzata. Dobbiamo anche evidenziare il comportamento negativo di Confindustria e Federmeccanica, che nella vicenda per il rinnovo del contratto dei metalmeccanici al di là dei problemi di merito, hanno lanciato una vera e propria offensiva che tende a demolire l'accordo sul costo del lavoro e la contrattazione. L'attacco portato avanti da Confindustria è miope, non aiuta il paese, non favorisce né lo sviluppo né l'occupazione. Sono posizioni che rischiano di mettere a rischio le politiche di concertazione e la politica dei redditi. Per questo motivo, il Governo doveva essere più chiaro e determinato in quanto garante di quella intesa.

Si deve sapere se si vuole la politica dei redditi e della concertazione il rispetto delle regole oppure no. I lavoratori hanno il diritto di saperlo. Per quanto ci riguarda, continuiamo a credere che luglio 93 sia stato un buon accordo. Bassa inflazione, abbassamento di tassi di interesse sono gli elementi necessari per garantire il potere di acquisto delle retribuzioni, innescare un processo di sviluppo, contribuire alla creazione di lavoro ed occupazione.

Firmino Curtaz



ÉCOLE

Le projet de réforme

Suite de la page 1

gatoire, compléterait et terminerai le cycle. Durant les trois années l'étudiant serait préparé pour un «post-secondaire» de façon telle qu'il prenne déjà conscience du monde du travail, par des stages en entreprise, par exemple, et qu'il puisse également envisager une formation universitaire ou professionnelle qualifiée. On peut donc partager les lignes essentielles de cette réforme qui propose la perspective d'une École dont le rôle ne sera pas de consigner des savoirs et des capacités définitifs mais de former des individus ayant une grande capacités

d'adaptation au monde du travail et de poursuivre leur propre formation durant leur vie active.

On voit dans les objectifs du projet une École qui ne devrait plus être l'île de laquelle on part pour ne jamais y revenir; en effet on prévoit une École qui offre une éducation permanente aux adultes dans presque tous ses segments et qui soit strictement liée à la formation professionnelle dans le segment du secondaire.

On peut déjà avancer que tout cela constituera un grand bouleversement, autant parce-qu'on va redistribuer toutes les années scolaires dans un cadre assez différent, que parce-qu'au

niveau des programmes, dans le secondaire surtout, il y aura un grand travail à faire et pas facile.

Notre syndicat va aborder l'analyse du projet d'abord avec le comité directeur puis avec tous les enseignants.

Les problèmes ne manquent pas et on peut déjà affirmer qu'il s'agira d'une discussion très serrée. On va modifier en effet un peu tout depuis les horaires jusqu'à l'organisation du travail en passant par les modalités de recrutement, la nouvelle formation des enseignants, la redistribution du personnel sur les nouveaux cycles...

Renata PERRET

Olivetti:

l'azienda da avvio al suo piano

Il piano di ristrutturazione del Gruppo OLIVETTI entra nel vivo a seguito della definizione della vendita del settore (PERSONAL COMPUTER) alla Società PIEDMONT internazionale. Il piano procede ora in una seconda fase che interessa la (LEXICOM), dove è presente anche il Gruppo BALTEADISK, con i due stabilimento ARNAD e SAN BERNARDO di Ivrea con 500 dipendenti.

In una riunione a SAN BERNARDO, tra le OO.SS FIM/FIOM/UILM Canavesane e la F.L.M. Valle d'Aosta, la Direzione della BALTEADISK ha comunicato che lo stabilimento Canavesano sarà chiuso entro l'anno 1997.

L'azienda intende concentrare le produzioni di testine stampanti e fax nello stabilimento valdostano di Arnad. Secondo l'azienda i costi per mantenere i due stabilimenti sarebbero troppo elevati rispetto alle esigenze dei volumi da produrre.

I lavoratori dello stabilimento di SAN BERNARDO verrebbero trasferiti in parte a LEINI e gli altri nel corso del 1997 ad ARNAD.

L'azienda ha argomentato questa sua decisione con la necessità di ridurre i costi un settore che non ha avuto quella espansione di testine previste dall'accordo del 1995.

In questo incontro il Sindacato ha posto all'azienda alcune

prime questioni:

1) l'accordo del 1995 ha portato dei risultati con ricadute occupazionali importanti che vanno non dispersi;
2) ha chiesto alla Direzione BALTEADISK di conoscere gli sviluppi futuri sulla ricerca, sugli investimenti e sui volumi di mercato;
3) i tempi e le modalità dettagliate di spostamento dei lavoratori.

Il Sindacato in questa fase, ribadisce la necessità di una forte unità dei lavoratori per poter ribadire quelle che sono le richieste per il mantenimento di questa produzione. Altri incontri si terranno nel prossimo futuro.

Riccardo BORBEY